

E0465

17 11222 60000

56481



**NATIONS UNIES**

**CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

Distr. : LIMITEE

E/ECA/ACW/RFWL/95/2

Juillet 1995

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

---

**COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Forum régional de femmes dirigeantes  
en préparation de la quatrième Conférence  
mondiale sur les femmes

Addis-Abeba (Ethiopie)

24 - 28 juillet 1995

**DOCUMENT SYNOPTIQUE SUR LES PRINCIPAUX DOMAINES PREOCCUPANT  
LES FEMMES EN AFRIQUE ET STRATEGIES POUR  
UNE PARTICIPATION EFFECTIVE A LA QUATRIEME CONFERENCE  
MONDIALE SUR LES FEMMES  
BEIJING, CHINE**

## **I. INTRODUCTION**

1. La Plateforme d'action mondiale, principal document directif qui sera adopté à la Conférence de Beijing, met l'accent sur certaines des questions cruciales jugées comme constituant des obstacles de taille à la promotion des femmes. La Plateforme vise à accélérer la suppression des obstacles à la participation pleine et sur un pied d'égalité des femmes dans toutes les sphères de la vie publique et privée, y compris la prise de décisions sur les plans économique et politique. C'est un programme pratique pour l'égalité, le développement et la paix qui vise à sauvegarder les droits humains de la femme tout au long de sa vie. Il met l'accent sur le principe du partenariat entre hommes et femmes en tant que moyen fondamental d'assurer l'égalité, le développement et la paix.

2. Dans le même contexte, mais d'un point de vue plus régional, la Plateforme d'action africaine : Position commune pour la promotion des femmes, telle que définie dans l'exposé des objectifs, constitue un cadre d'action ainsi qu'un outil puissant pour la (re)formulation et la (re)définition des politiques et stratégies visant à l'élaboration de programmes concrets et durables pour la promotion de la femme.

3. Le document est par conséquent un élément majeur pour la promotion de la cause de la femme et du développement en Afrique au-delà de Nairobi (1985), Abuja (1989) et Beijing (1995). C'est un examen concerté majeur aux niveaux régional, sous-régional et national de la mise en oeuvre des Stratégies de Nairobi, une évaluation des insuffisances et des réalisations et contient les actions et stratégies qu'il est proposé de mener pour un avenir commun meilleur et constitue le point de départ d'un processus de renouvellement social, économique et politique pour la construction d'un modèle de développement durable, qui fera une place de choix à la qualité de vie des femmes ainsi qu'à une redéfinition des relations entre l'homme et la femme. Le document expose des programmes et stratégies concrets à

la base d'objectifs à moyen et long termes et définit les voies et moyens concrets pour leur mise en oeuvre. Y est recommandée, entre autres, la nécessité de renforcer les mécanismes institutionnels à tous les niveaux - national, régional et international. Il recommande également une mobilisation convenable des ressources pour le financement de programmes en faveur des femmes en vue du renforcement de leur pouvoir économique, de la lutte contre la pauvreté et de la création de richesses.

4. Compte tenu de l'orientation pratique tant de la Plateforme d'action africaine que de la Plateforme d'action mondiale, il est important de faire en sorte que les questions qui préoccupent fondamentalement les femmes en Afrique, y compris celles qui ont déjà été identifiées dans la Plateforme d'action africaine, soient examinées comme il se doit et incorporées dans la Plateforme d'action mondiale. Le document synoptique souligne ce point en regroupant les domaines essentiels de préoccupation de femmes en Afrique dans la Plateforme d'action mondiale en vue de la discussion et de la réalisation d'un consensus. Etant donné que le domaine de préoccupation concernant la petite fille est une contribution de la région africaine à la Plateforme d'action mondiale, la réunion portera une attention particulière à cette question en vue de dégager une position commune sur le texte entre parenthèse portant sur ce sujet. Ce document expose aussi une stratégie en vue d'une participation visible et effective des délégations africaines à Beijing.

## II. LE PROJET DE PLATEFORME D'ACTION MONDIALE PAR RAPPORT A LA PLATEFORME D'ACTION AFRICAINE

5. La Plateforme d'action mondiale (PAM) qui sera adoptée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes en Chine en septembre 1995, a identifié 12 domaines essentiels de préoccupation pour la promotion des femmes sous le thème général d'action pour l'égalité, le développement et la paix. Hormis les différences terminologiques utilisées, ces domaines

sont pratiquement les mêmes que les onze domaines identifiés dans la Plateforme d'action africaine (PAA): Position commune africaine pour la promotion des femmes. De fait, le douzième domaine essentiel de préoccupation dans la Plateforme mondiale, à savoir la petite fille, est la contribution de la Plateforme africaine d'action, qui a été ajoutée lors de la dernière réunion du Comité préparatoire de la Conférence, tenue à New York en mars 1995.

6. Il n'y a que quatre domaines essentiels de préoccupation où existe une différence marquée entre la Plateforme d'action mondiale (PAM) et la Plateforme d'action africaine (PAA) : deux dans la PAM et deux dans la PAA. Dans la première, le sixième domaine de préoccupation traite de l'inégalité d'accès et de participation des femmes à la définition des structures et politiques économiques et au processus de production lui-même.

Puisque ce domaine de préoccupation englobe certains domaines figurant dans la Plateforme d'action africaine (par exemple la pauvreté chez les femmes, la sécurité alimentaire insuffisante et l'absence de pouvoir économique, l'accès insuffisant des femmes à l'éducation, à la formation, à la science et à la technique, les droits juridiques et humains de la femme), la délégation africaine devrait appuyer ce domaine du fait que sa mise en oeuvre comprendra des activités préconisées dans le PAA dans les domaines énumérés plus haut. La contribution supplémentaire qui pourrait être faite serait de mettre un accent plus important sur la nécessité de fournir un appui aux femmes rurales.

7. Le huitième domaine de préoccupation dans la PAM porte sur le sujet : mécanismes insuffisants à tous les niveaux pour la promotion de la femme. Ici on pourrait noter que la PAA traite de ce domaine essentiel à la section (e) du chapitre IV intitulé : arrangements institutionnels pour la mise en oeuvre de la Plateforme d'action africaine.

Les délégations africaines devraient par conséquent appuyer ce domaine dans la mesure où une action plus détaillée est nécessaire en faveur des femmes.

8. Dans la PAA, deux principaux domaines de préoccupation de la région africaine ne sont pas soulignés autant que dans la PAM. Il s'agit du rôle vital des femmes dans la culture, la famille et la socialisation et de l'élaboration de données détaillées par sexe.

9. Comme on l'a déjà indiqué, les autres domaines de préoccupation essentiels sont plus ou moins les mêmes dans les deux documents. Une telle convergence devrait par conséquent permettre aux délégations africaines de consacrer l'essentiel de leurs efforts à rechercher, solliciter et préconiser un appui et une assistance pour la mise en oeuvre de la PAA.

La Position africaine sur les éléments figurant entre parenthèses dans la Plateforme d'action mondiale (PAM)

10. Les éléments entre parenthèses dans la PAM reflètent les domaines où il n'y a pas eu de consensus parmi les délégations qui ont participé à la dernière réunion du Comité préparatoire à New York en mars 1994. A la suite de la réunion du Comité préparatoire, le Secrétariat de la Conférence a identifié douze groupes d'éléments entre parenthèse dans la PAM. Il s'agit des suivants :

- 1) Ressources
- 2) Cadre institutionnel
- 3) Le cadre d'action macro-économique
- 4) Le cadre d'action micro-économique
- 5) Le cadre politique
- 6) La Conférence internationale sur la population et le développement

- 7) Les droits humains y compris la Conférence sur les droits de l'homme et son suivi
- 8) Diversité y compris les questions des groupes ayant des besoins spécifiques
- 9) Société civile
- 10) Obligation de rendre des comptes, responsabilité et engagement
- 11) Structure et style dans la Plate-forme
- 12) Autres questions ne pouvant être classées en grands groupes.

11. Sur la base de ces douze groupes, on pourrait identifier les groupes plus précis suivants :

- a) Population et développement
- b) Droits humains
- c)
  - i) Cadre institutionnel
  - ii) Le cadre d'action macro-économique
- d)
  - i) Ressources
  - ii) Le cadre politique
- e)
  - i) Le cadre d'action micro-économique
  - ii) Diversité et groupes ayant des besoins spécifiques
- f)
  - i) Société civile
  - ii) Obligation de rendre des comptes, responsabilité et engagement
  - iii) Structure et style dans la Plate-forme

12. S'agissant des onze domaines essentiels de préoccupation dans la Plate-forme d'action africaine, il serait possible de regrouper comme suit<sup>1</sup> les domaines de la Plate-forme mondiale d'action sur lesquels il n'y a pas eu encore d'accord :

a) Population et développement

- i) Rôles de la femme et de l'homme dans la famille et dans la société [30, 41, 85b, 108h, 148e, 180g, 187, 192i, 194e]
- ii) Famille et structures familiales [38, 50, 61a, 187, 194]
- iii) Expression et valeurs religieuses et culturelles [31, 35, 43, 46, 73, 74, 82f, 82h, 85o, 85q, 109b, 171a, 232g, 258b iv, 276d, 291]
- iv) Santé en matière de comportement sexuel et de reproduction [85k, 98, 105, 107u, 108m, C.3, 110e, 110f, 111a, 112b, 281c, 281e]
- v) Droits en matière de sexualité et de reproduction [94, 95, 97, 98, 99, 100, 107c, 108d, 109m, 122, 232f]
- vi) Services de conseils et accès aux services [85t, 95, 98, 104, 107c, 107h premier texte de remplacement, 107h deuxième texte de remplacement, 108g, 109m, 126f, 209i, 281g, 283d]

---

<sup>1</sup> Les numéros renvoient aux groupes d'éléments en parenthèses dans la Plate-forme d'action mondiale.

- vii) Education, information sexuelle et comportement sexuel etc [76, 85l, 95, 99, 100, 108a, 108e, 109l, 109n, 109p, 110i, 267, 269].

b) Droits de la personne humaine

- i) terminologie relative aux droits universels de la femme en tant que personne humaine, aux droits universellement reconnus de la personne humaine, aux droits fondamentaux etc. (2, 4, 8, 9, 11, 14, 33, 41, 43, 46, 71, 113, 125e, 137, 147h, 147i, 149o, I, 213, 222, 223, I.L, 274f, 326)
- ii) violation des droits de la femme en tant que personne humaine, notamment viol, traite et autres (44, 115, 123, 131b, 131c, 131d, 136, 144d, 147e, 147f, 147h, 149h, 180b, 209j, 225, 225 première variante, 225 deuxième variante 232g, 269, 277c, 277d)
- iii) violence exercée sur les femmes (125s, 128, 231, 231h variante)
- iv) instruments internationaux (122, 125f, 130a, 133, 214, 230c, 230d, 230h, 230k, 230l, 230n, 230o, 233d, 233g, 245c, 259, 278b, 281i)
- v) droits économiques et droit à l'épanouissement personnel (63b, 167e, 232j, 256g, 274d, L.)

c) Ressources



- i) ☒ ressources nouvelles et complémentaires (5, 61a, 68, 87a, 88b, 125n, 126g, 126i, 149l, (8.1), 171a, 175d, 245d, 325, 346, 360, 361, 361, première variante, 361 deuxième variante, 362)
  - ii) ☒ ressources "suffisantes" par opposition à "nécessaires" (5, 59, 108c, 111a, 111b, 111c, 112a, 310)
  - iii) ☒ rôle des institutions financières internationales et autres acteurs (171c, 206 (2.2, 2.3), 212, 343 (2.4), 344 (2.4), 345 (2.4), 353)
  - iv) ☒ priorités en matière de ressources (80 (3.1), 89d, 111a, 145b, 149n)
- d) Cadre institutionnel
  - i) ☒ mécanismes de suivi et de coordination (111e, 112c, 148b, 194b, 211e, 258b, 258b iv, 258d, 299, 308, 312, 349 (1.3), 344 (1.3), 345 (1.3))
  - ii) ☒ dispositif national (198, 203a, 203b, 205b, 205e, 207e, 208c, 208d, 208e, 230f)
  - iii) ☒ Commission de la condition de la femme (258d, 300, 318, 319, 320, 321)
  - iv) ☒ Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (230k)
- e) Cadre macro-économique d'action

- i) programmes d'ajustement structurel (18, 49 (3.2), 80 (1.4), 93, 177b, 220)
- ii) dette et fardeau de la dette (15 (5.5.), 49 (3.1), 61c)
- iii) sociétés transnationales (164, 167n, 179, 237)
- iv) développement durable et programme Action (16, 19, 37, 60c, 60d, 246, 247, 248, 253e, 253f, 256d, 257c)
- v) politiques économiques (49, 60a, 60b, 60c, 60d, 60h, 93, 153, 162, 167q, 207b, variante 207b)
- iv) autres questions liées au domaine macro-économique (159, 164)

f) Cadre politique

- i) conflits armés (132, 134, 225)
- ii) armement et désarmement (145c, 145e, 145d, 145f)
- ii) dépenses militaires (15 (3.2), 139, E.2)
- iv) questions politiques (17, 44, 49, 132, 135, 140, 141, 144c, 145a, 145d, 147d, 147c, 147j, 147k, E.6, 151, 183, 258b ii, 305)

g) Obligation de rendre des comptes, responsabilité et volonté d'aboutir

- i) ONG (62, 107, 111, 175, 233)
- ii) mesures antidiscriminatoires (82a, B.2, 84k, 85b, 89a, B.5 bis, 108p, 144a, 144b, 144c, 180m, 189, 192a, 192b, 192h, 193c, 194a, 196c, 283a, 283d)
- iii) mesure de la volonté d'aboutir (87, 88, 149i, 167g, 174, 175a, 178, 179, 180j, 180a, 192h, 207a, 209a, 209e, 209f, 232d, 233g, 239a, 239c, 242b, 253a, 274b, 277, 299, 360)

h) Cadre micro-économique d'action

- i) couverture de la sécurité sociale et droit du travail (107d, 177g, 180f, 181a, 181b, 182b, 182c)
- ii) souplesse du cadre de travail (163, 181c, variante 181c)
- iii) comptabilité nationale et travail impayé (158, 180n, variante 207b)

i) Société civile

i) **Société civile**

- i) les médias et leur rôle (126j, 130d, 239h, 241d, 244a, 244b)
- ii) rôle des ONG (27, 228, 295, 298, 351)
- iii) secteur privé (179)

### **III. STRATEGIE EN VUE DE DONNER UNE PORTEE RELLE A LA PARTICIPATION DE L'AFRIQUE A LA QUATRIEME CONFERENCE MONDIALE SUR LES FEMMES**

13. Il est à rappeler que les Stratégies prospectives de Nairobi, adoptées à la troisième Conférence mondiale sur les femmes qui s'était tenue à Nairobi en juillet 1985, s'inspiraient largement de la Position commune africaine adoptée en 1984, à Arusha (Tanzanie), durant la Conférence régionale conjointe CEA/OUA sur l'intégration de la femme au développement. Ce résultat a été obtenu grâce à la forte coordination qui s'était instaurée entre les délégations africaines, qui ont fait preuve d'une remarquable unanimité et d'un dynamisme particulier durant la Conférence.

- i) les médias et leur rôle (126j, 130d, 239h, 241d, 244a, 244b)
- ii) rôle des ONG (27, 228, 295, 298, 351)
- iii) secteur privé (179)

### **III. STRATEGIE EN VUE DE DONNER UNE PORTEE RELLE A LA PARTICIPATION DE L'AFRIQUE A LA QUATRIEME CONFERENCE MONDIALE SUR LES FEMMES**

13. Il est à rappeler que les Stratégies prospectives de Nairobi, adoptées à la troisième Conférence mondiale sur les femmes qui s'était tenue à Nairobi en juillet 1985, s'inspiraient largement de la Position commune africaine adoptée en 1984, à Arusha (Tanzanie), durant la Conférence régionale conjointe CEA/OUA sur l'intégration de la femme au développement. Ce résultat a été obtenu grâce à la forte coordination qui s'était instaurée entre les délégations africaines, qui ont fait preuve d'une remarquable unanimité et d'un dynamisme particulier durant la Conférence.

14. Les principaux objectifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes consisteront à évaluer les progrès réalisés dans la mise en oeuvre des Stratégies prospectives de Nairobi de même qu'à élaborer une approche de type pratique prenant en compte les réalités régionales et mondiales actuelles ainsi que les grands défis de cette fin de siècle et du début du prochain millénaire. Pour relever ces défis et pour maximiser les résultats de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, il faut absolument une stratégie claire et cohérente en vue de la participation active et effective de l'Afrique. Cette stratégie devrait s'articuler autour de quatre grands axes à savoir : une participation active à la Conférence, la coordination du groupe africain, l'harmonisation des activités avec celles des ONG et un dialogue productif avec les partenaires de développement.

#### 1. Participation active à la Conférence.

15. Les discussions prévues à la Conférence seront effectuées dans le cadre de séances plénières et de groupe de travail formés sur la base des divers thèmes et chapitres contenus dans la Plate-forme d'action de même que des domaines cruciaux de préoccupations identifiés dans ce document. Plusieurs groupes informels de consultations seront également mis sur pieds. La présence effective de l'Afrique devrait se faire sentir dans tous les débats tant au niveau de la plénière que des groupes de travail. Pour ce faire, les délégations africaines devraient, autant que possible, prendre activement part aux débats, notamment dans leurs déclarations officielles qu'il faudrait davantage axer sur les principaux problèmes de l'Afrique et sur la manière de les résoudre à tous les niveaux. Leurs diverses interventions et leurs contacts individuels et collectifs avec les délégations provenant des autres régions revêtent également une importance capitale. Ces contacts devraient tous s'inspirer de la Position commune africaine adoptée à Dakar en novembre 1994 tout en mettant l'accent sur les domaines de préoccupation à déterminer ultérieurement d'un commun accord, tels qu'indiqués dans les paragraphes ci-dessus.

16. Finalement, il convient de noter que l'Afrique disposera de neuf postes dans le Bureau de la quatrième Conférence mondiale. Les pays qui souhaitent faire partie du Bureau devraient envoyer par écrit leur demande au Secrétariat de la Conférence par le truchement de leur mission permanente à New York. Les délégations devraient être prêtes à assumer un certain nombre de responsabilités, en particulier la présidence de réunions ou de groupes de travail et de négociations. Ils devraient également participer activement aux comités/groupes de rédaction tant officiels qu'informels. Ils seront également chargés d'informer le groupe africain sur toutes les questions soulevées dans leurs diverses réunions de comités/bureaux. Il est par conséquent de la plus haute importance qu'ils maîtrisent parfaitement le contenu de la Plate-forme qui constitue le document de base de la Conférence.

17. Dans leurs réunions quotidiennes d'information, l'un des aspects les plus importants de la participation des représentants consistera à donner à leurs délégations des comptes rendus relatifs aux travaux de leurs diverses réunions et de recueillir et de transmettre les avis de ces délégations.

## 2. Coordination des délégations africaines

18. Selon les prévisions, l'ensemble des pays africains seront représentés à Beijing. Plusieurs ONG africaines participeront également à la Conférence. La représentation africaine sera naturellement très importante parmi les 15 000 participants à la Conférence et les 36 000 représentants prévus pour le Forum des ONG. Une coordination effective est par conséquent indispensable pour éviter les doubles emplois et le gaspillage de ressources et pour focaliser l'attention sur la Position commune adoptée à Dakar. A cet égard, des réunions régulières de délégations africaines s'avéreront nécessaire en vue de mobiliser toutes les personnes concernées et d'adopter une position commune africaine sur chacune des principales

questions soumises à la Conférence. Ces réunions devraient être ouvertes aux représentants des ONG africaines accréditées désireux d'y participer. A cet égard, les membres des délégations doivent être informés de manière exhaustive au niveau national des objectifs de la Conférence, de l'ordre du jour et des principales questions, en particulier les domaines principaux de préoccupation tels qu'indiqués dans la Plate-forme d'action mondiale et africaine.

19. En vue d'une efficacité accrue, il a été proposé que les réunions du groupe africain soient présidées par la Présidente de la Conférence de Dakar (Sénégal) qui sera également le porte-parole du groupe au cours de la Conférence. Comme d'habitude, la Présidente du groupe africain bénéficiera de l'appui technique et logistique des délégations de la CEA et de l'OUA. La CEA et l'OUA serviront de secrétariats aux réunions du groupe africain et fourniront régulièrement aux délégations africaines les informations et la documentation nécessaires à la participation à la réunion, y compris l'élaboration de courtes déclarations à la fois opportunes et stratégiques pour les sessions de rédaction. Un calendrier des réunions et des consultations programmées sera périodiquement établi et distribué aux membres du groupe.

20. En sa qualité de porte-parole, la Présidente du groupe africain établira et maintiendra des contacts permanents avec les médias. Avec l'appui de la délégation de la CEA, elle veillera à ce que les représentants des médias couvrent fréquemment les activités du groupe africain. Des interviews et des communiqués de presse seront publiés selon que de besoin. Il reste toutefois entendu que chaque délégation demeure libre de faire ses propres déclarations à la presse encore qu'il soit souhaitable, qu'autant que faire se peut, les opinions exprimées par les diverses délégations soient en harmonies avec l'approche collective du groupe. Les médias africains présents à Beijing devraient particulièrement être sensibilisés



à la responsabilité qu'ils ont de défendre les intérêts de l'Afrique et de promouvoir une image positive du continent. Il importe également que l'Afrique réussisse à nouer et à utiliser des alliances avec des groupes tels que le Groupe des 77 pour la défense de ses propres intérêts et pour arriver à un consensus.

### 3. Harmonisation des activités avec celles des ONG

21. Un nombre important de participants (36 000) au Forum des ONG a été accrédité à la Conférence. L'expérience montre que les activités des ONG lors des grandes conférences internationales revêtent la plus haute importance. De fait, certaines ONG sont spécialisées dans des domaines spécifiques et sont particulièrement efficaces dans la promotion et dans la vulgarisation de leurs messages. Elles savent également mobiliser l'appui requis pour faire adopter des mesures spécifiques relevant de leurs domaines de compétence. Puisque le nombre des ONG autorisées à intervenir directement à la Conférence est limité, les ONG africaines devraient envisager à faire passer leurs contributions par les délégations gouvernementales.

22. Le continent africain a son réseau d'ONG dont la majorité a participé à la Conférence de Dakar de 1994 et est par conséquent partie à la Plate-forme africaine d'action : Position commune africaine pour la promotion de la femme. Il serait donc opportun que les délégations africaines mettent à contribution l'engagement de ces ONG en appuyant leurs activités et en les sensibilisant à la nécessité de soutenir les principales positions africaine. De manière spécifique, les délégations africaines devraient participer activement à la Tente africaine qui sera dressée pendant dix jours à la Conférence de Beijing. Cette tente servira de cadre à des expositions, des projections de films et des exposés ainsi qu'à la présentation d'une documentation pertinente sur 12 grands thèmes. Les réseaux régionaux d'ONG

coordonneront les différentes activités thématiques et faciliteront les efforts de communication. Les thèmes à couvrir sont notamment : Pauvreté et émancipation économique, Paix et femmes dans les conflits, La fillette, Environnement, Agriculture et sécurité alimentaire, Education et Santé, Femmes dans les médias, Planification et formation tenant compte de la perspective du genre, Art, culture et sport et Femmes et émancipation politique. Plusieurs activités spéciales seront organisées par les institutions et les membres du système des Nations Unies (voir Annexe). Il est conseillé aux participants de choisir les activités auxquelles ils doivent assister en fonction de leur domaine d'intérêt.

23. Les délégations africaines doivent faire preuve d'un niveau élevé de cohésions en ce qui concerne les idées contenues dans la Plate-forme africaine d'action. Cette coopération implique des échanges réguliers d'informations de même que la participation des ONG aux réunions et aux consultations des délégations gouvernementales et vis-versa. Il est clair que pour toutes ces activités, le Secrétariat de la CEA et de l'OUA aura un rôle clé à jouer en particulier en matière de coordination puisque, en tant que point de convergence des délégations, il est appelé à assurer la liaison avec le Secrétariat de la Conférence mondiale de même qu'avec les structures homologues. Le Secrétariat de la CEA et de l'OUA prêtera particulièrement attention aux préoccupations des délégations africaines dont il se fera l'écho afin que les mesures correctives nécessaires soient prises. Il stimulera et organisera les échanges de vue appropriés et veillera à ce que les positions communes soient comprises et observées.

#### 4. Dialogue productif avec les partenaires de développement

24. La Conférence de Beijing devrait permettre de rassembler les principaux acteurs qui interviennent dans le domaine du genre et du développement. Les délégations africaines

devraient par conséquent saisir l'occasion qui s'offrent à elles pour initier un dialogue avec les partenaires intéressés. A cette fin, une réunion sera organisée par la CEA et l'OUA en vue d'appeler l'attention des partenaires du développement aux perspectives du genre et aux priorités de la région africaine telles qu'exprimées dans la Plate-forme africaine d'action.

25. Une attention toute particulière sera accordée aux questions cruciales telles que la lutte contre la pauvreté; le renforcement d'institutions et la création de capacité dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'environnement; la conversion de la dette pour la mise en oeuvre de programmes en faveur de la femme; la femme dans les situations de conflits et la violence contre les femmes.

26. Le résultat escompté à l'issue de ce dialogue est un engagement ferme des partenaire à appuyer des domaines spécifiques d'intérêt; ce résultat, conjugué à une forte volonté politique et à la détermination des femmes constitue la seule garantie de promotion de la femme africaine et partant, de son égalité avec l'homme dans le développement des divers pays du continent.

#### **IV. CONCLUSION**

27. Ce qui précède délimite les activités et les stratégies qui, sous réserve d'une mise en oeuvre constructive, permettront de renforcer non seulement la Position commune africaine pour une intervention efficace à la Conférence dans le sens de la réalisation d'un consensus mondial mais aussi pour l'amélioration et consolidation des relations de l'Afrique avec ses partenaires de développement.

21 June 1995

Fourth World Conference on Women, 4-15 September, 1995  
Schedule of Special Events

Meeting Hours: a.m. 10:00 - 1:00; lunch: 1:15 - 2:45; p.m. 3:00 - 6:00; evening: 6:15 - open

| 3 September 1995<br>(one room for<br>400 persons) | UNESCO | High level consultation on women's contribution<br>to a culture of peace (women heads of State and<br>of Government, heads of agencies and Nobel<br>prize winners) |  |  |
|---|--------|--|--|--|
| 10 a.m. to<br>1 p.m. (lunch)                      |        |  |  |  |
| 3-6 p.m.<br>open to press                         |        |  |  |  |
|   |        |  |  |  |
|   |        |  |  |  |
|   |        |  |  |  |
|   |        |  |  |  |

Fourth World Conference on Women, 4-15 September, 1995  
Schedule of Special Events

21 June 1995

| 5 September 1995     |                    | 14   |  |
|----------------------|--------------------|--|--|
| Room L (250 persons) |                    | Room M (150 persons)   |  |
| a.m.                 | WHO/<br>UNFPA      | Colloquium on women and health security                                | ILO/ ITC/<br>UNU<br>WIDER/<br>WORLD<br>BANK                                    |
| lunch                | WHO/<br>UNESCO     | Panel on women, health and education                                   | Panel on changing role of women in the economy and the impact of globalization |
| p.m.                 | WHO/ILO<br>WHO/CHR | Panel on women, health and work<br>Panel on women, health and violence | UNIFEM   |
| evening              | WHO                | Panel on women, health and AIDS  | Panel on commitment to the world's women                                       |
|                      |                    |  | Panel on women in conflict situations  |
|                      |                    |  | Panel discussion on women and men on the road to Istanbul - Habitat II         |

21 June 1995

Fourth World Conference on Women, 4-15 September, 1995  
Schedule of Special Events

| 6 September<br>1995     | 14     |   | Room M<br>(150<br>persons) |  |
|-------------------------|--------|---|----------------------------|--|
|                         |        |   |                            |  |
| Room L (250<br>persons) |        |   |                            |  |
| a.m.                    | UNICEF | Girl child: thematic workshops                | UNIDO                      | Panel discussion on industrial global change,<br>women and socio economic progress |
| lunch                   | UNICEF |   | UNDP/<br>UNEP              | High level panel on gender, environment and<br>sustainable human development       |
| p.m.                    | UNICEF | Panel on agents of change in the 21st century | UNFPA                      | Implementing the ICFD: the women's perspectives                                    |
| evening                 | UNICEF |   | UNIFEM                     | Panel on banking on the poor: women's economic<br>empowerment                      |

Fourth World Conference on Women, 4-15 September, 1995  
Schedule of Special Events

21 June 1995

UNEP "PLANT A TREE" CEREMONY

| 7 September 1995     |                             | a  |   |
|----------------------|-----------------------------|--|---|
| Room L (250 persons) |                             |  | Room M (150 persons)  |
| a.m.                 | FAO/IFAD/WFP/WORLD BANK     | Feeding 5 billion people by 2010: women's share  | UNIFEM/UNESCO/CONGO<br>Women and global governance - politics and identity      |
| lunch                | FAO                         | Women, population and development: a success story of integrating population's needs with women's empowerment and poverty reduction in China | ECA/OAU/UNDP<br>Panel on women in leadership positions                          |
| p.m.                 | FAO/ILO/UNIDO/ITC/UNV/DDSMS | Empowering rural women for the 21st century: strategies for employment and organization  | UNDCP/NGO Committees<br>Panel on women and substance abuse, women and addiction |
| evening              | FAO/INTER-AGENCY/NGOs       | Sounds and shows by rural women  | WORLD BANK<br>6:15-7:45<br>Economics of gender equality                         |

Fourth World Conference on Women, 4-15 September, 1995  
Schedule of Special Events

21 June 1995

| 8 September 1995        |  | 11   |   |
|-------------------------|--|--|---|
| Room L<br>(250 persons) |  |  | Room M<br>(150 persons)   |
| a.m.                    | UNESCO/<br>UNDP/<br>WORLD<br>BANK/<br>UNICEF/<br>UNFPA | Opening ceremony with the Jomtien partners<br>Presentation of Global Framework of Action on<br>education for Girls and Women<br>Panel discussion | Panel discussion on human rights of women                                 |
| lunch                   | UNESCO   |  | Panel on reproductive health and refugee women                            |
| p.m.                    | UNESCO   | Three roundtables chaired by different agencies<br>(UNICEF, UNDP, WORLD BANK, UNFPA and<br>UNESCO)   | Workshop on girls' education and human rights<br>(CEDAW/UNESCO Manifesto) |
| evening                 | UNESCO   | Literacy Day Prize award ceremony and cultural<br>event  | Panel discussion on violence against women                                |



Fourth World Conference on Women, 4-15 September, 1995  
Schedule of Special Events

21 June 1995

| 9 September 1995     | M                         |  |
|----------------------|---------------------------|--|
| Room L (250 persons) |                           | Room M (150 persons)   |
| a.m.                 | UNICEF/<br>UNIFEM/<br>IPU | Panel discussion on the complementarity of women's rights and children's rights and the two Conventions: CRC and CEDAW |
| lunch                | UNDP/<br>RBLAC            | Legal standards in the context of gender (Book launch)   |
| p.m.                 | UNDP/<br>UNRISD/<br>UNV   | Gender mainstreaming: obstacles and opportunities  |
| evening              |                           | Panel on implementing women's health and its relation to industrial development  |
|                      |                           | UNIDO/<br>GAWH   |

Fourth World Conference on Women, 4-15 September, 1995  
Schedule of Special Events

21 June 1995

| 11 September 1995 (one room for 400 persons) |   | 11   |  |  |
|--|---|--|--|--|
| a.m.   | DAW<br>(UNICEF/<br>UNESCO/<br>UNIFEM/<br>UNFPA) | Activities on youth  |  |  |
| lunch  |   |  |  |  |
| p.m.   | UNIFEM/<br>UNFPA/DAW                            | Roundtable on reproductive health of African youth<br>(with video) |  |  |
|  | DAW<br>(UNICEF/<br>UNESCO/<br>UNIFEM/<br>UNFPA) | Activities on youth  |  |  |
| evening                                      |   |  |  |  |

Fourth World Conference on Women, 4-15 September, 1995  
Schedule of Special Events

21 June 1995

| 12 September 1995    |                | 14  |   |
|----------------------|----------------|---|---|
| Room L (250 persons) |                | Room M (150 persons)  |   |
| a.m.                 | INSTRAW/ DDSMS | Panel on women and natural resources management<br>water, sanitation, waste management environment<br>and renewable sources of energy | Panel discussion on women's empowerment and<br>reproductive health                      |
| lunch                | WORLD BANK     | Collaboration with borrowers  | The missing links: financial services for the majority                                  |
| p.m.                 | INSTRAW/ DDSMS | Panel on women and economic and political<br>empowerment - governance, human resources<br>management and credit                       | Roundtable on women's economic empowerment,<br>globalization and economic restructuring |
| evening              |                | ITC/ILO   | Video documentary on export promotion: villages in<br>Ghana and transitional economies  |

21 June 1995

Fourth World Conference on Women, 4-15 September, 1995  
Schedule of Special Events

|                      |                      |   |                      |   |
|----------------------|----------------------|---|----------------------|---|
| 13 September 1995    |                      |   |                      |   |
| Room L (250 persons) |                      |   | Room M (150 persons) |   |
| a.m.                 | UNIFEM               | Building bridges: women speak out on peace    | CEDAW/ UNIFEM        | Workshop: dialogue on CEDAW                               |
| lunch                | REGIONAL COMMISSIONS | A decade of change and challenge, 1985 - 1995 | DAW                  | Women and credit  |
| p.m.                 | JCGP/ UNSTAT         | Workshop panel on gender statistics           | NGLS                 | Workshop on women and development: women on the UN agenda |
| evening              |                      |   | WHO                  | Panel on women's health in the western Pacific region     |

Fourth World Conference on Women, 4-15 September, 1995  
Schedule of Special Events

21 June 1995

| 14 September<br>1995    |               |   |                            |
|-------------------------|---------------|---|----------------------------|
| Room L (250<br>persons) |               |   | Room M<br>(150<br>persons) |
| a.m.                    | UNU/<br>WIDER | Gender and development: a UNU perspective |                            |
| lunch                   |               |   |                            |
| p.m.                    | UNESCO        | Women and the media                       |                            |
| evening                 |               |   |                            |